

DEBAT SUR

« LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION : UNE ISSUE A LA CRISE ECONOMIQUE »

Le monde vit une profonde mutation nourrie par les impressionnantes avancées technologiques, rendant possible le renforcement de la capacité de traitement, d'analyse d'une masse de données en progression exponentielle et l'accès du grand public « aux technologies issues de la convergence de l'informatique et des techniques évoluées du multimédia et des télécommunications ».

Depuis, le secteur des technologies de l'information et de la communication connaît une expansion sans précédent. Ses usagers ne cessent de se développer et son rôle ne fait que s'étendre et s'amplifier dans les économies des différents pays, et particulièrement dans les économies des pays avancés avec une contribution directe de plus de 6 pourcent de leur produit intérieur brut et une contribution à la croissance de la productivité de l'ensemble de leurs secteurs de plus de 50 pourcent.

Comment se présente le secteur des technologies de l'information et de la communication en Tunisie? Quelles en sont les perspectives à la lumière de l'avènement de la nouvelle société de l'information? Quelles sont les stratégies et les politiques susceptibles de faire des TIC et de l'économie numérique un important vecteur du développement?

Ces différents aspects ont fait l'objet d'un débat au cours de la séance tenue le mardi 9 janvier 2018 par le Forum Ibn Khaldoun pour le développement, sur la base d'un exposé introductif en PowerPoint présenté par JAMEL HOUAS directeur de la startup « THE MACHINE ».

I. Les grandes lignes de l'exposé introductif

Les conditions requises pour acquérir le statut de superpuissance

L'orateur a défini une super puissance comme un territoire maîtrisé et connecté. La maîtrise des données est absolument nécessaire pour agir, corriger les distorsions et favoriser le développement. Des milliers d'indicateurs socio-économiques sont disponibles en Tunisie, produites par l'institut national de la statistique, les agences spécialisées et les entreprises. D'autres données, quoique brutes, peuvent être disponibles au niveau des réseaux sociaux et des circuits de commercialisation. Il s'agit de les rendre disponibles dans

les délais requis et d'en assurer la cohérence même si la tâche n'est pas facile du fait de la faible culture du partage.

Il a précisé qu'un pays est dit connecté lorsqu'il est doté d'une politique nationale d'administration des données avec un système d'information unifié et consolidé, accompagné d'une culture de partage et d'exploitation de l'information. Des efforts sont déployés mais les résultats sont bien en retrait par rapport aux attentes particulièrement dans les régions et les délégations de l'intérieur.

Ceci dit, la maîtrise des données, quantitativement et qualitativement, est aujourd'hui rendue possible grâce aux avancées technologiques dont bénéficie le secteur des technologies de l'information et de la communication.

Exemples d'amélioration de la gouvernance en Tunisie

Quelques exemples de solutions peuvent être envisagés en Tunisie par les autorités compétentes pour améliorer la gouvernance et optimiser la combinaison des facteurs de production. Il s'agit notamment selon l'orateur :

- ▮ d'une solution pour l'amélioration du taux de recouvrement de la taxe municipale : les taxes municipales collectées en 2016 ont été de 360 MDT environ, en retrait de 140 MDT par rapport à l'estimation du ministère de l'intérieur pour la même année et de 429 MDT par rapport à une évaluation basée sur le recensement général de la population et de l'habitat en 2014. Ces moins values sont à comparer avec les 430 MDT d'encours de la dette des municipalités.
- ▮ d'une solution pour la création d'une cartographie des compteurs électriques. La mise en place de compteurs intelligents et d'un système d'information et de leur gestion à distance permettrait un suivi précis de la consommation et, partant, une amélioration de la gouvernance énergétique avec notamment une réduction des impayés au niveau de la STEG de quelques 1 100 MDT dont 60 pourcent en provenance des établissements publics.
- ▮ de la création d'une carte commune dynamique pour les administrations intervenant dans les projets de travaux publics afin d'éviter les redondances, écourter les délais d'exécution, maîtriser les dépenses et optimiser les investissements publics.
- ▮ de la cartographie financière à travers la schématisation des virements bancaires au profit des entreprises et des particuliers afin d'assurer un meilleur suivi du flux des dépenses et des investissements et de hisser la bancarisation et l'inclusion économique à des niveaux proches des ceux des pays avancés.

Par ailleurs, on pourrait développer et diversifier nos exportations grâce à l'exportation de l'intelligence tunisienne, à l'utilisation du pouvoir de la technologie pour la recherche de nouveaux marchés, de nouveaux clients et pour la détection de niches d'opportunités nouvelles.

Des perspectives prometteuses peuvent être attendues en matière de diversification du tourisme en favorisant le tourisme des travailleurs technologiques indépendants grâce à la communication digitale. Des milliers de travailleurs créant une importante valeur ajoutée dans le secteur des TIC amélioreraient le taux d'occupation des hôtels à longueur de l'année et accroîtraient les recettes touristiques en devises du pays.

II. Principales conclusions du débat

Le débat qui a suivi l'exposé introductif a porté sur les différents aspects se rapportant au secteur des technologies de l'information et de la communication, à la gestion des données et aux perspectives prometteuses qu'offre la digitalisation. Les conclusions et les recommandations qui en ressortent se récapitulent dans les développements qui suivent.

1. Le secteur des TIC est un secteur important, un secteur porteur

Le secteur des technologies de l'information et de la communication est une importante composante du tissu économique tunisien dans la mesure où il représente plus de 6 pourcent du PIB, contribue au cinquième des exportations de services et emploie 100 000 personnes environ.

Grâce aux efforts déployés en matière d'enseignement qui ont permis de porter le flux des diplômés en TIC à plus de 12 000 par an et aux importants investissements réalisés au niveau des télécommunications et de l'internet haut débit, la Tunisie dispose d'un important potentiel de production et d'exportation.

Les capacités de production installées demeurent, toutefois, dominées par le segment des télécommunications (les téléphones fixes et mobiles, les centres d'appel et de transmission des données) qui représente les deux tiers environ du secteur des TIC et le segment du matériel (commercialisation des ordinateurs, des tablettes et des écrans) qui contribue à près du quart de la valeur ajoutée du secteur.

La production de produits de haute valeur ajoutée et de produits innovants faisant appel aux ingénieurs en informatique demeure ainsi faible, aux alentours de 10 pourcent, ce qui réduit les offres d'emploi pour les sortants des grandes écoles tunisiennes de télécommunication et d'informatique et amène un millier d'entre eux à accepter de s'expatrier chaque année en Europe, sachant que beaucoup d'entre eux ne demandent qu'à exploiter les premières occasions qui peuvent s'offrir à eux pour se réinsérer sur le marché du travail en Tunisie.

2. La maîtrise des données un enjeu majeur.

La masse de données prend des dimensions dépassant toutes les prévisions. Outre les statistiques officielles synthétisées dans le cadre des comptes de la nation, des bilans et

comptes d'exploitation et de résultats des entreprises, des milliards de données, très souvent, non exploitées sont générées, notamment, par les internautes, les entreprises et les consommateurs de tout âge.

Grâce à la puissance acquise par les ordinateurs et aux outils techniques, le traitement des grandes masses de données devient, depuis quelques années, un important segment de l'économie des pays avancés. De simples start-up de gestion de données créées au cours des années quatre vingt dix ont acquis en quelques années une dimension internationale de premier rang.

C'est le cas de Google qui, à partir d'un simple moteur de recherche créé en 1998 dans la Silicon Valley en Californie et grâce à sa capacité de rendre une masse croissante d'information à l'échelle internationale, accessible et utile, brasse, aujourd'hui, des milliards de dollars avec un chiffre d'affaires de 74.5 milliards de dollars en 2015, un bénéfice de 23.4 milliards de dollars soit l'équivalent de la moitié du PIB tunisien et une capitalisation boursière de 793 milliards de dollars au 20 janvier 2018. C'est le cas aussi du groupe « alibaba » créé en 1999 par une famille chinoise en tant que moteur de recherche et fournisseur de services dans le commerce électronique qui se trouve propulsé en 2017 parmi les géants de l'internet avec un effectif de plus de 50 000 personnes, une capitalisation de 486 milliards de dollars et un résultat net de 41 milliards de dollars.

Il s'agit d'une nouvelle révolution qui commence à transformer le paysage économique mondial. La Tunisie, grâce à la disponibilité de cadres qualifiés ou pouvant acquérir rapidement la compétence requise, serait en mesure d'exploiter les nombreuses opportunités qui s'y offrent à condition de créer les conditions requises.

3. Les nouvelles opportunités à exploiter

Pour mieux exploiter le potentiel en place, une stratégie articulée autour du renforcement de la couverture du pays dans le très haut débit, l'aménagement et l'équipement d'espaces adaptés à l'économie numérique a été adoptée dans le cadre du plan « Tunisie digitale 2020 ». Il importe d'en accélérer la mise en œuvre en mettant particulièrement l'accent d'abord sur la promotion et le développement de grands projets pouvant jouer le rôle de locomotive à travers notamment :

- Le lancement de grands projets publics, dans le cadre notamment du partenariat avec le privé, pour développer des applications susceptibles d'améliorer la gouvernance de l'administration centrale et régionale, des municipalités, des hôpitaux, des banques, des écoles et des universités tout en ouvrant de larges perspectives à l'exportation.
- L'activation de la politique d'attraction des grands groupes pour créer des plateformes de production et d'exportation de logiciels, d'analyses financières, de traitement de données ;

Par ailleurs, de nombreuses start-up tunisiennes ont été créées récemment pour mettre en place des plateformes de traitement et de gestion des données de masse et de production de logiciels se rapportant à différents secteurs (télécom, commerce, banques, collectivités locales).

Le dynamisme affiché par les jeunes talents a permis à la Tunisie d'avoir une bonne image auprès des instituts spécialisés. La société suisse de promotion et d'investissement « Seedstars World » a classé récemment la Tunisie à la septième place sur un échantillon de 30 pays dans le classement particulier des pays offrant les meilleures conditions pour lancer une start-up. Alors que le magazine « Bloomberg innovation » vient de classer la Tunisie à la 43^e place sur le plan mondial en matière d'innovation.

Il importe de surfer sur cette dynamique pour faire de certaines start-up **de futurs champions** dans le secteur innovant de la production de logiciels et de traitement des « big data » à travers notamment:

- ▮ L'accélération de la mise en œuvre de la nouvelle loi des start-up annoncée par le gouvernement en vue de faciliter les procédures de création et de financement des start-up et d'éliminer les entraves en matière de change et de contrôle douanier qui amènent certaines d'entre elles à s'installer à l'étranger.
- ▮ La diversification et le renforcement des fonds de capitaux à risques pour appuyer la promotion et le développement des start-up dans les secteurs innovants des TIC.
- ▮ L'implication de certaines start-up dans le développement d'applications en faveur du secteur public dans le cadre notamment du partenariat public privé pour leur donner de la crédibilité et de la visibilité sur les plans national et international. Les exemples présentés par l'orateur (dans les collectivités locales, les travaux publics, les banques) sont autant d'opportunités de création de richesses et d'amélioration de la compétitivité de l'économie qu'il importe d'exploiter.

III. Conclusion

Le monde vit un profond tournant, provoqué par la jonction entre les impressionnants progrès dans le domaine de l'intelligence artificielle et la disponibilité grandissante de données volumineuses dans tous les domaines, créées et drainées par les réseaux sociaux, les centres de commercialisation, les entreprises et les administrations.

La maîtrise des données offre un potentiel extraordinaire pour générer des connaissances et faire émerger des services à haute valeur ajoutée dans tous les secteurs allant de la

médecine, de l'enseignement, de la préservation de l'environnement, du financement à la production, la transformation, l'exploitation, la commercialisation et le transport.

La Tunisie doit exploiter à fonds les nouvelles opportunités qui s'offrent. Elle dispose de sérieux atouts pour tirer profit de la nouvelle révolution de la digitalisation et de l'économie numérique. L'évolution de son économie peut ne pas être linéaire ou progressive. Elle est en mesure, en effet, compte tenu de son potentiel humain et de sa position géographique, de bousculer les barrières. Elle peut réaliser un saut quantitatif et qualitatif et accéder à des paliers supérieurs en faisant du secteur des technologies de l'information et de communication et du traitement des masses de données disponibles une cause nationale, au profit de laquelle convergeraient tous les efforts allant de l'enseignement et de la recherche scientifique à la politique d'aménagement du territoire et de coopération internationale pour en faire un secteur d'excellence.

Une approche privilégiant des secteurs transversaux à l'instar du secteur bancaire et financier pourrait, à cet égard, être envisagée comme première étape avant sa généralisation aux autres secteurs au fur et à mesure de la maîtrise de la démarche en la matière.

Ce faisant, la Tunisie pourra dépasser la crise dans laquelle elle se trouve embourbée et ouvrir de larges perspectives à son économie en rapport avec ses attentes et ses ambitions.

Forum Ibn Khaldoun le 27 janvier 2017

Mots clés : Les TIC en Tunisie, L'économie numérique
[Powerpoint à télécharger](#)